L'engagement politique des jeunes allemands

Domaines d'action et modèles de participation

The political Commitment of young Germans. Domains of Action and Models of Participation

Wolfgang Gaiser et Johann de Rijke

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7116>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7116

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 259-280

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Wolfgang Gaiser et Johann de Rijke, « L'engagement politique des jeunes allemands », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 01 juillet 2004, consulté le 30 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7116> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7116>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

> NOTES DE RECHERCHE

WOLFGANG GAISER
Deutsches Jugendinstitut
München
gaiser@dji.de

JOHANN DE RIJKE
Deutsches Jugendinstitut
München
rijke@dji.de

L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES JEUNES ALLEMANDS. DOMAINES D'ACTION ET MODÈLES DE PARTICIPATION

Résumé. — Le désintérêt pour la politique ou l'engagement politique et l'individualisation sont les étiquettes que l'on utilise fréquemment pour caractériser la participation politique des jeunes en Allemagne. Cependant, les analyses empiriques laissent apparaître une image plus complexe : le désir fondamental de s'engager et d'exprimer ses opinions politiques reste élevé. De plus, les jeunes utilisent de nombreuses occasions pour faire passer leurs messages politiques, bien que le plus souvent il s'agisse d'activités ponctuelles. La participation à des organisations traditionnelles comptant des adhérents est nettement plus rare et tend à décroître. D'autre part, les groupes des nouveaux mouvements sociaux bénéficient d'une sympathie et d'un engagement à peu près stables. Les modes de participation diffèrent selon les sexes, le niveau d'éducation, ainsi qu'entre les anciens et les nouveaux *Länder* de la République fédérale d'Allemagne. En plaçant la comparaison entre l'Ouest et l'Est dans une perspective européenne, on voit apparaître des relations complexes entre les cultures politiques institutionnalisées des nations et les modèles de participation des jeunes Allemands.

Mots clés. — Europe, Allemagne, France, jeunesse, engagement, participation politique, adhésion, nouveaux mouvements sociaux.

Dans quelles formes d'organisation et dans quelle mesure les jeunes Allemands de 16 à 29 ans s'engagent-ils politiquement ? Quelles sont les différences entre les anciens et les nouveaux *Länder* ? Les analyses des tendances permettent-elles de dégager des évolutions typiques ? Quelles sont les implications selon le sexe, le niveau d'éducation, les valeurs ou bien les aspects de la situation sociale, comme le chômage ? Nous fondant sur des études empiriques, nous tentons d'apporter une réponse à ces questions. Les tableaux et les analyses mettent en lumière la comparaison Est-Ouest, l'évolution dans le temps et les écarts entre les plus et les moins de trente ans. Les spécificités et la transformation des institutions de la société, et notamment leurs répercussions sur les opinions et les comportements, font l'objet d'une analyse exemplaire dans le contexte de quarante années de séparation des deux Allemagnes, assortie d'une comparaison avec les jeunes des pays membres de l'Union européenne, laquelle laisse toutefois percevoir d'autres aspects et soulève de nouvelles interrogations. C'est pourquoi la conclusion aborde cette perspective comparative supplémentaire, ciblée sur l'Allemagne et la France.

Au sein du débat public, la question de la participation de la jeunesse se trouve placée dans une nouvelle conjoncture. Il est question de « participation civile », d'« engagement civique », de « participation politique » et de « volontariat ». En 2000, la République fédérale a érigé la « société citoyenne civile » au rang de programme socio-politique. L'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré l'année 2001 : « Année internationale des bénévoles ». Sous l'impulsion du *Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend* (ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, des Femmes et de la Jeunesse), les chercheurs ont effectué pour la première fois une étude d'envergure sur le volontariat. En 2002, la commission d'enquête « Avenir de l'engagement civique » a proposé les diagnostics et recommandations correspondants¹. Par ailleurs, la question se pose de savoir si toutes ces activités aboutiront plutôt à décharger les autorités ou si le contrôle accru et garanti par les institutions des activités étatiques renforceront la volonté de participer. Si le débat sur la participation des jeunes possède ce caractère explosif, c'est qu'il aborde non seulement les questions de l'intégration sociale de la génération montante, mais aussi les processus d'érosion des trois modes essentiels d'intégration dans la société : systèmes de couverture sociale, marché du travail et institutions démocratiques (Braun, 2001 a et b). En effet, il s'agit des problèmes découlant d'abord du passage de l'État social à un modèle pluraliste de prévoyance, puis de la déréglementation du marché du travail et, enfin, de l'évolution des structures de la démocratie en tant que communauté participante. Pour les jeunes, cela signifie un défi multiple : ils ne doivent plus « seulement » venir

¹ Cf. *Freiwilliges Engagement in Deutschland - Freiwilligensurvey 1999* (von Rosenblatt, 2000 ; Braun, Klages, 2000 ; Picot, 2000) ; *Engagement citoyen, Aus Politik und Zeitgeschichte*, 25-26/2001 ; ainsi que la commission d'enquête *Zukunft des Bürgerschaftlichen Engagements*, Deutscher Bundestag, 2002.

à bout – avec succès – des tâches classiques de l'indépendance socio-culturelle et économique, mais surmonter l'entrée dans l'âge adulte dans le cadre de rapports sociaux dynamiques qui les confrontent aux exigences croissantes de flexibilité du monde du travail, d'autonomie vis-à-vis de la couverture sociale et de participation active au processus démocratique.

Les diverses formes de participation politique – adhésion à des organisations, collaboration à des groupements informels ou participation ponctuelle à des actions publiques (telles les manifestations et les signatures de pétitions²) – occupent une position centrale dans le présent article.

Résultats de la participation des jeunes et des jeunes adultes

Le débat sur l'engagement social manque souvent de précision dans la définition de son objet. Pour les analyses suivantes, il convient de distinguer trois formes de participation³ : la première se situe dans le contexte du domaine institutionnalisé du « système intermédiaire », dans les grandes organisations et les associations. Celles-ci rassemblent les intérêts, sont structurées de manière fonctionnelle et se définissent comme organisations dotées de membres. Les adhésions et la collaboration se font sur le long terme, les loyautés ou les liens instrumentaux y sont forts. En deuxième lieu, on trouve une participation différente, faisant appel à des groupes informels mais aussi à des organisations alternatives comme par exemple les groupes liés à l'environnement, au mouvement pour la paix, aux regroupements citoyens, à l'entraide. Manifestations d'un « nouveau mouvement social », ils ont reçu cette étiquette collective. Ils se sont développés au cours des années 70 et 80 en dehors des parlements et de la politique établie, dans le cadre

² Les représentations des résultats empiriques se réfèrent essentiellement à la *Jugendsurvey* conduite par le *Deutsches Jugendinstitut* (DJI), dont les principaux thèmes sont l'appréhension des orientations politiques et des participations ainsi que les conditions de vie des jeunes et des jeunes adultes. La *Jugendsurvey* du DJI se fonde sur des questions orales et standardisées posées à des personnes de 16 à 29 ans dans les deux parties de la République fédérale. Les deux campagnes de sondages (la première en 1992, la seconde en 1997) sont représentatives de la RFA et portent toutes deux sur environ 7 000 sondés (4 500 à l'Ouest, 2 500 à l'Est). En 2003, la troisième campagne a été étendue aux 12 à 15 ans et l'échantillon a été porté à 9 000 personnes. Pour les résultats de la première campagne de sondages, voir : Hoffmann-Lange, 1995 ; Gille, Krüger, 2000. Les développements du présent article suivent ceux de notre publication (Gaiser, de Rijke, 2001). La participation politique se trouve également en relation avec le thème essentiel du désintérêt pour la politique. Dans un autre article, nous avons décrit plus en détail les résultats de la recherche sur cet aspect des orientations sociétales des jeunes et des jeunes adultes (Gaiser, Gille, Krüger, de Rijke, 2001).

³ Il convient plutôt de les aborder dans le sens de « capital social » (Putnam, 2000) plutôt que d'« engagement citoyen », notion qui place au premier plan la contribution positive à la chose publique ou l'utilité pour la société.

de terrains d'action quotidiens et d'objectifs politico-publics. Enfin, la troisième perspective concerne les formes qui s'expriment dans des participations ponctuelles. Il s'agit d'actions politiques qui se prêtent au soutien ou à l'articulation d'objectifs politiques de façon plutôt temporaire ou conjoncturelle.

Baisse de l'adhésion à des organisations, associations et groupes traditionnels

L'adhésion à des organisations, associations et autres groupes peut se révéler importante pour les jeunes et les jeunes adultes et les aider à développer leur identité, à s'intégrer dans la société et à faire valoir leurs intérêts. Cependant, l'appartenance à une organisation ne possède pas seulement une grande valeur sur ce plan individuel de la possibilité d'intégration sociale, mais aussi sur le plan de la société en général, puisque c'est un élément d'intégration dans le système. Actuellement, le principal problème cité par les organisations et les associations est celui du renouvellement des adhérents (Weßels, 2001).

Tableau I : Adhésion à des organisations et à des associations traditionnelles (en %).

	<i>Ouest</i>		<i>Est</i>	
	<i>1992</i>	<i>1997</i>	<i>1992</i>	<i>1997</i>
<i>Syndicats</i>	15	7	22	8
<i>Fédérations professionnelles</i>	5	2	4	3
<i>Partis politiques</i>	2	4	3	1
<i>Associations et groupes religieux</i>	9	7	8	3
<i>Associations caritatives</i>	1	2	1	1
<i>Unions locales et de citoyens</i>	2	9	1	5
<i>Associations de jeunesse et d'étudiants</i>	5	6	3	5
<i>Associations sportives</i>	38	33	22	20
<i>autres associations amicales</i>	9	11	5	6
<i>Regroupements citoyens</i>	2	2	1	0
<i>Autres associations / groupes</i>	8	7	5	5
<i>Adhésion à au moins une organisation</i>	59	52	50	39
<i>Actif dans au moins une organisation*</i>	54	47	42	33

Source : DJI-Jugendsurvey, 1992, 1997.

*« Actif » signifie que la question : « Quel est le degré de votre participation aux activités de l'association ou du groupe ? » a reçu l'une des trois réponses suivantes : « J'exerce une charge, une fonction », je n'exerce pas de fonction mais « je participe régulièrement » ou « je participe à l'occasion ». Base : tous les enquêtés.

Le tableau 1 présente les pourcentages d'adhésion des jeunes de 18 à 29 ans pour 1992 et 1997. À l'exception des associations sportives et des syndicats, ils se situent en dessous de 10 % et accusent souvent une baisse de 1992 à 1997. L'évolution dans les syndicats révèle un recul particulièrement sensible : par rapport à 1992, ils ont enregistré un recul de plus de 50 % des adhésions – de 15 % à 7 % à l'Ouest et de 22 % à 8 % à l'Est –, l'Est et l'Ouest s'étant rejoints à ce niveau bas de participation. D'après les données de la *Wohlfahrtssurvey* (enquête sur la protection sociale : Schöb, 1999 ; *Statistisches Bundesamt*, 2000), le pourcentage des personnes syndiquées diminue dans la population générale, passant de 17 % à l'Ouest et 25 % à l'Est en 1993, à 12 % à l'Ouest et 13 % à l'Est en 1998. Selon les résultats de la *DJI-Jugendsurvey*, cette rupture est particulièrement nette dans l'engagement syndical des jeunes femmes des nouveaux *Länder* : seules 6 % d'entre elles sont syndiquées en 1997, contre 22 % en 1992. Toutefois, le recul considérable de la syndicalisation ne doit pas être interprété comme un manque de motivation, mais être considéré dans le contexte des modifications structurelles du monde du travail (flexibilité accrue de la main d'œuvre, tertiarisation de l'économie, déréglementation). Les chiffres des adhésions fournis par les syndicats confirment cette tendance : ainsi les statistiques de la *DGB-Jugend* (DGB-Jeunesse) font-elles état de seulement 600 000 membres en 1998, soit un recul de 7 % par rapport à l'année précédente.

Le pourcentage des personnes appartenant au moins à l'une des organisations indiquées, permet d'avoir une vue d'ensemble (cf. Tableau 1). Ici aussi, on constate une baisse. En 1992, 59 % des jeunes et des jeunes adultes habitant dans les anciens *Länder* adhéraient à au moins l'un des groupes mentionnés ; ils ne sont plus que 52 % cinq ans plus tard. Dans les nouveaux *Länder*, cette part est passée de 50 % à 39 %. Ces tendances se retrouvent aussi dans la population générale et confirment, dans le sens de la thèse de l'individualisation, le déclin de la puissance d'intégration des institutions traditionnelles⁴. Les chiffres inférieurs de la participation dans les nouveaux *Länder* renvoient par ailleurs à quelques spécificités : d'une part, à la présence moins forte et à la tradition plus récente des associations et groupements à l'occidentale et, d'autre part, aux réserves qu'ils suscitent.

L'appartenance à une organisation est une forme essentielle de participation sociale. Toutefois, elle ne signifie pas automatiquement agir dans le cadre des objectifs de l'association ou de l'organisation. Le rapport entre activité et adhésion non active varie fortement selon les organisations. Si dans les syndicats, les fédérations professionnelles et les partis, un nombre non négligeable d'adhérents ne se livre à aucune activité, la part de ces membres passifs n'est que très faible⁵ dans les associations sportives, par exemple, ou les groupes de jeunes et d'étudiants. Dans l'ensemble, le tableau qui apparaît est semblable à celui des

⁴ Weßels (2001) constate qu'il n'y a pas de crise générale de l'adhésion chez la population électorale, mais un transfert des grandes organisations traditionnelles vers les regroupements du secteur des loisirs.

⁵ Les chiffres de la *Jugendsurvey* 1997 sont inférieurs à 10 %.

adhésions pures : on trouve nettement plus de jeunes de 18 à 29 ans, actifs dans au moins une organisation, dans les anciens *Bundesländer* que dans les nouveaux, et l'on constate également une baisse entre 1992 et 1997 (cf. Tableau 1).

Dans le contexte de la participation politique, l'appartenance à un parti offre un intérêt particulier; puisqu'il représente le principal médiateur du processus politique et, en tant que tel, est ancré dans la Loi fondamentale⁶. Certes, les chiffres des adhésions aux partis sont faibles dans l'ensemble et plutôt en recul, mais la baisse se révèle particulièrement prononcée chez les plus jeunes au cours des dernières décennies. Ce « désintérêt de la jeunesse vis-à-vis des partis » a pour conséquence leur « perte de vitalité » (Wiesendahl, 2001)⁷. Ce « processus de vieillissement » des partis s'explique aussi par la transformation des formes de participation, « puisque les nouvelles formes non conventionnelles de participation politique sont avant tout le domaine des plus jeunes, qui sont toujours plus nombreux à savoir de moins en moins que faire de la culture conventionnelle de l'organisation des partis traditionnels » (Niedermayer, 2000 : 100).

Regroupements informels avec de nouvelles formes de participation

Les regroupements politiques informels, qualifiés de nouveaux mouvements sociaux depuis leurs origines, se préoccupent de thèmes sociaux spécifiques et permettent une participation orientée vers l'action. Ils s'attaquent aux organisations figées, trop rationalisées, et souhaitent favoriser de nouvelles formes de communauté et d'épanouissement. La particularité de ces groupes se situe dans l'immédiateté des relations sociales entre leurs « membres » et dans la « mobilisation pour un projet » qui se différencie des modèles classiques du lien à long terme, ancré socialement et structurellement dans les grandes organisations (Roth, 1999 : 51 et sq.). Jusqu'à ce point, en ce qui concerne le fait d'adhérer à des organisations comptant des membres et à des structures sociales informelles, ils occupent une position médiane. Ces regroupements, en raison de leurs contenus, de leurs objectifs, de leurs formes d'activités et de la souplesse des possibilités de participation, possèdent une grande puissance d'attraction chez les jeunes. Déjà en 1992, lors de la première campagne de la *Jugendsurvey*, les jeunes Est-Allemands affichaient presque les mêmes modèles de représentation vis-à-vis de ces groupes que leurs contemporains ouest-allemands (Schneider, 1995 : 291). En 1997 également, ces groupes recueillaient, à l'Ouest comme à l'Est, une forte part d'approbation du fait de leur contenu et de leur dimension affective. Les groupes de protection de l'environnement et les initiatives pour la paix occupent ici les premières places, suivis par les organisations luttant pour les droits de l'homme.

⁶ Pour plus de détails, voir : Wiesendahl (2001), ainsi que les chiffres de Niedermayer (2001).

⁷ Au SPD, par exemple, la part des membres de 16 à 30 ans est tombée de 10 à 5 % de 1990 à 2000, voir ci-dessus Niedermayer (2001), au PDS, la proportion des moins de 40 ans en Allemagne de l'Est est de 8 % (*Süddeutsche Zeitung*, 19-20/05/01).

Dans l'ensemble, ce sont surtout les groupes abordant les problèmes écologiques et sociétaux pour en faire des thèmes politiques (protection de l'environnement, paix et tiers-monde, opposition au nucléaire, droits de l'homme et entraide) qui remportent une vive sympathie sur tout le territoire fédéral (cf. Tableau 2).

Tableau 2 : Activité dans des groupes informels
(pourcentage par ligne)*.

	1992		1997	
	j'approuve...		j'approuve...	
	actif	actif non	actif	non actif
Ouest				
Protection de l'environnement	14	73	12	73
Paix	11	68	6	70
Antinucléaire	5	54	5	47
Entraide	5	63	4	62
Femmes / hommes	4	42	3	35
Tiers monde	5	60	6	62
Droits de l'homme	5	68	5	67
Initiatives de quartier / de voisinage / régionales			8	50
Protection des animaux			10	69
Actif dans au moins un groupe de la protection de l'environnement aux droits de l'homme	22		21	
Est				
Protection de l'environnement	10	70	7	73
Paix	9	70	5	73
Antinucléaire	3	45	2	48
Entraide	3	54	4	63
Femmes / hommes	2	33	2	33
Tiers monde	3	56	5	55
Droits de l'homme	4	66	3	60
Initiatives de quartier / de voisinage / régionales			7	50
Protection des animaux			7	71
Actif dans au moins un groupe, de la protection de l'environnement aux droits de l'homme	18		14	

Source : DJI-Jugendsurvey, 1992, 1997.

*Question : « Est-ce qu'il existe dans notre société, à côté des organisations ayant des membres fixes, des groupes et des mouvements aux structures moins rigides, que l'on approuve et auxquels on peut collaborer ? ». La colonne « actif » regroupe les réponses : « J'approuve, je participe activement » et « J'approuve, j'assiste de temps à autre à une rencontre ou à une réunion » ; la colonne « non actif » : « J'approuve, mais je ne participe pas ». Les autres réponses sur 100 % comprennent les catégories : « Je n'approuve ni ne désapprouve », « Je rejette » et « Je ne connais pas ».

En revanche, la participation réelle, telle qu'elle s'exprime, d'un côté, en collaboration active et, de l'autre, par la fréquentation de réunions, est moins prononcée. Toutefois, la part des actifs dans les groupes possédant des objectifs écologiques et pacifiques-sociétaux, mais aussi chez ceux à coloration locale, se situe dans un ordre de grandeur tout à fait semblable à celui des différentes organisations ayant des adhérents. Même si chaque groupe informel ne peut activer au maximum qu'un adhérent sur dix, si l'on considère le pourcentage des actifs dans au moins l'un des groupes (sondés en 1992 comme en 1997), on constate à l'Ouest une participation stable d'un bon cinquième qui, néanmoins, recule légèrement dans les nouveaux *Länder*, passant de 18 % à 14 %.

Participation à des activités politiques ponctuelles

Toute vue d'ensemble de la participation politique des jeunes et des jeunes adultes se doit de présenter diverses formes ponctuelles et thématiques d'expression politique⁸. Les jeunes utilisent très souvent ces possibilités de participation. En République fédérale, tout juste deux tiers ont participé à des signatures de pétitions, environ un tiers a pris part à une manifestation autorisée ou à un débat public.

Tableau 3 : Activités politiques (en %)*.

	« Je l'ai déjà fait »		« Pas question pour moi »	
	Ouest	Est	Ouest	Est
<i>Lettres à des hommes politiques</i>	10	6	33	23
<i>Lettres à des journaux</i>	14	9	41	31
<i>Dons à des fins politiques</i>	11	8	30	22
<i>Participation à des débats publics</i>	31	29	52	51
<i>Regroupements citoyens</i>	9	7	44	42
<i>Signature de pétitions</i>	60	61	78	81
<i>Manifestation autorisée</i>	36	36	61	65
<i>Grève syndicale</i>	8	7	48	50
<i>Manifestation non autorisée</i>	10	14	26	31
<i>Boycott</i>	18	10	37	26

Source : DJI-Jugendsurvey, 1997.

*Question : « Supposons que souhaitiez prendre de l'influence politique ou faire valoir votre point de vue dans une affaire importante pour vous ». On présentait d'abord une liste (assez longue) en demandant : « Quelles sont sur cette liste les possibilités que vous envisagez et celles qui sont hors de question ? », puis : « Veuillez revenir sur toutes les possibilités. Qu'est-ce que vous avez déjà fait, et qu'est-ce que vous n'avez jamais fait ? ».

⁸ Sur le comportement des jeunes vis-à-vis des élections, voir : Wiesendahl (2001), qui constate le « désintérêt électoral des jeunes », ainsi que Gaiser, de Rijke (2000).

Ces formulations politiques font également ressortir un net écart entre la volonté d'agir et le comportement réel : alors que, par exemple, environ la moitié des enquêtés suivraient une grève organisée par un syndicat et que 40 % d'entre eux participeraient à un regroupement citoyen, ils ne sont même pas 10 % à avoir pris part à de telles activités. Environ 10 % des jeunes de 18 à 29 ans se sont déjà immiscés dans le processus politique en écrivant une lettre à un journal ou à un homme politique, voire par un don. De même, pour un autre dixième des jeunes, formuler des idées politiques revêt une telle importance qu'ils ont frôlé les limites de l'illégalité en participant à des boycotts ou à des manifestations non autorisées.

Dans quelle mesure cette disposition à participer à des actions politiques relève-t-elle d'une tendance stable ou bien est-elle éphémère ? Dans quelle mesure est-elle spécifique des jeunes ou bien les différences par rapport à la génération précédente sont-elles plutôt faibles ? Les données fournies par les enquêtes ALLBUS de 1992 et de 2000 permettent d'apporter quelques réponses⁹.

Tableau 4 : Participation politique
(pourcentage par colonne).

<i>Activité politique – « déjà participé »</i>	Ouest		Est	
	<i>1992</i>	<i>2000</i>	<i>1992</i>	<i>2000</i>
18-29 ANS				
<i>Regroupements citoyens</i>	17	25	11	24
<i>Signature de pétitions</i>	56	70	39	57
<i>Manifestation politique autorisée</i>	24	31	25	21
<i>Boycott</i>	13	14	4	13
30 ANS ET PLUS				
<i>Regroupements citoyens</i>	17	26	18	28
<i>Signature de pétitions</i>	43	56	33	58
<i>Manifestation politique autorisée</i>	13	16	22	25
<i>Boycott</i>	6	11	2	5

Source : ALLBUS, 1992, 2000.

*Question : « Cette question porte sur les lignes de conduite que diverses personnes ont parfois choisies pour protester contre quelque chose ou pour attirer l'attention du public sur leur requête. Je vais vous en énumérer quelques-unes. Dites-moi pour chacune d'entre elles si vous avez déjà participé à ce type d'action ? ».

⁹ Le Bund et les Länder financent les enquêtes ALLBUS (*Allgemeine Bevölkerungsumfrage der Sozialwissenschaften*) par l'intermédiaire de la GESIS (*Gesellschaft sozialwissenschaftlicher Infrastruktureinrichtungen*). Elles sont réalisées par le ZUMA (*Zentrum für Umfragen, Methoden und Analysen e.V., Mannheim*) et le *Zentralarchiv für Empirische Sozialforschung* (Cologne). Ces institutions ne peuvent être tenues responsables de l'utilisation des données dans cet article. Le tableau suivant ne peut être interprété qu'isolément en raison des différences de limites d'âge et de formulations des questions. Seuls les sondés allemands ont été pris en considération.

Pour ces formes de participation, la représentation de la jeune génération, dans son ensemble, n'est pas la plus forte. Dans les anciens *Bundesländer*, cet écart entre générations est faible en ce qui concerne les initiatives citoyennes et les boycotts, bien que plus net s'il s'agit de signer des pétitions (selon ALLBUS 2000, les jeunes y ont déjà participé à 70 %, contre un peu plus de 50 % pour leurs aînés) et pour les manifestations politiques autorisées (ici, la participation politique des jeunes de 18 à 29 ans est deux fois plus élevée que celle des plus de 30 ans). Dans les nouveaux *Bundesländer*, cet écart entre générations est bien moins sensible. En ce qui concerne la participation à des initiatives citoyennes, la proportion – plus faible, par ailleurs – s'inverse même : les plus âgés sont plus nombreux à indiquer qu'ils ont déjà participé à une activité politique de cette sorte. Dans le seul cas du boycott, la participation est plus forte chez les jeunes que chez leurs aînés. Si l'on compare la participation de 1992 à celle de 2000, on ne constate pas de recul de ces activités ponctuelles à l'Ouest (au contraire de la participation dans le cadre d'organisations traditionnelles) : on enregistre une augmentation de la participation sous toutes ses formes, et ce aussi bien chez les 18 à 29 ans que chez les plus de 29 ans. La situation est semblable dans les nouveaux *Bundesländer*. Dans le seul cas des manifestations politiques autorisées, on n'observe aucune augmentation chez les 18 à 29 ans. Dans l'ensemble, on ne peut pas parler ici de désintérêt vis-à-vis de la participation et, dans le cas des actions plus politisées, les plus jeunes, même dans les années 90, restent plus actifs que leurs aînés, du moins dans les anciens *Bundesländer*.

Participation politique : aspects de l'explication

Jusqu'ici, nous avons présenté la participation politique des jeunes et des jeunes adultes dans trois domaines différents : adhésion à des organisations, associations ou fédérations traditionnelles ; participation à des groupements informels relevant d'une autre conception de la politique ; actions politiques liées à une situation et limitées dans le temps. Si l'on associe les activités des associations et fédérations traditionnelles à celles des groupements informels, on obtient quatre groupes de participation : d'abord, les personnes qui ne prennent part à aucune des deux formes, soit, selon la *DJI-Jugendsurvey* de 1997, 42 % à l'Ouest et 56 % à l'Est. En conséquence, 58 % à l'Ouest et 44 % à l'Est sont actifs dans au moins un groupement ou une association. Sont actifs, exclusivement dans (au moins) une organisation traditionnelle, 31 % à l'Ouest et 24 % à l'Est, exclusivement dans (au moins) un groupement informel, 11 % à l'Ouest comme à l'Est, et enfin dans les deux formes à égalité, 16 % et 10 %. Une fois encore, cet examen commun fait ressortir le clivage Est-Ouest, plus nettement en ce qui concerne les formes traditionnelles de participation sociale.

Quelles sont les relations entre les indicateurs socio-économiques des valeurs, de l'orientation politique et de la précarité et la participation dans des organisations d'adhérents, d'une part, et les activités dans des groupements informels, d'autre part ? Pour ce qui est de la participation à des groupements informels, on constate des différences entre hommes et femmes à l'Ouest : l'engagement est un peu plus fort chez les femmes que chez les hommes (31 % contre 24 %). En revanche, dans les associations et fédérations traditionnelles, le rapport s'inverse : la part des hommes actifs est plus élevée que celle des femmes (à l'Ouest 53 % contre 40 %, à l'Est 37 % contre 29 %). Dès lors, la tendance de l'opposition entre les deux sexes pour l'engagement dans des activités traditionnelles ou non conventionnelles se confirme¹⁰. Par ailleurs, on remarque l'effet de l'éducation : les jeunes titulaires de l'*Abitur* (baccalauréat) s'engagent plus souvent que les détenteurs d'un diplôme inférieur et cela vaut pour les deux formes de participation. En ce qui concerne les valeurs, le post-matérialisme joue un certain rôle, même si ses effets sont discrets : les personnes se situant dans cette mouvance sont plus actives que les matérialistes (au sens du concept de Ronald Inglehart¹¹). Dans les groupes informels, on note un ancrage plus prononcé dans la partie gauche d'un continu gauche-droite. D'ailleurs, cela correspond à l'idée qu'ont d'eux-mêmes la plupart des groupes des nouveaux mouvements sociaux. Cet aspect de l'ancrage politique ne joue aucun rôle pour les activités relevant d'organisations traditionnelles. Cependant, c'est l'intérêt politique – et ceci dans les deux formes d'activités – qui exerce l'influence la plus forte sur la participation. Dans les groupes informels, les actifs à l'Ouest ayant un intérêt politique marqué représentent 41 %, 27 % pour un intérêt moyen et 18 % pour un intérêt faible ou nul (contre 35 %, 22 % et 13 % respectivement à l'Est). Les organisations classiques enregistrent 62 %, 47 % et 36 % à l'Ouest, 45 %, 34 % et 27 % à l'Est. La quasi-égalité entre intérêt politique et participation est frappante. De toute évidence, s'intéresser à la politique est un facteur de l'engagement, indépendamment du domaine choisi.

Il est difficile de déterminer dans quelle mesure la précarité se répercute sur la participation, si elle incite à la mobilisation – parce que, par exemple, on espère améliorer sa situation en s'engageant – ou si, au contraire, elle fait obstacle et paralyse, parce que la précarité est liée à la marginalisation politique. Empiriquement, le groupe des demandeurs d'emploi contraste avec les autres groupes. Dans les organisations classiques, ce contraste est très visible : les demandeurs d'emploi sont moins actifs que ceux qui travaillent (à l'Ouest 30 % contre 48 % ; à l'Est, 16 % contre 36 %), ce qui peut tout à fait passer pour une confirmation de la deuxième hypothèse¹².

¹⁰ La *DJI-Jugendsurvey* souligne en particulier cette actualité chez les 24 à 29 ans (Gaiser, de Rijke, 2000).

¹¹ D'après la théorie de R. Inglehart, les personnes matérialistes adhèrent à des valeurs traditionnelles, tandis que les post-matérialistes accordent davantage de prix à l'épanouissement personnel et au dialogue politique (Inglehart, 1998 ; Gille, 2000).

¹² Ce point a déjà été souligné en ce qui concerne le volontariat et le chômage (Erlinghagen, 2000).

Dans l'ensemble, on trouve des indices d'explications. Les jeunes filles et les jeunes femmes sont plus enclines à participer à des groupements issus des nouveaux mouvements sociaux. Les jeunes gens et les jeunes hommes font preuve d'un intérêt plus marqué pour la politique classique et s'engagent davantage dans des associations et des fédérations. La culture se révèle être un facteur important de la volonté d'engagement et d'activité politique : plus le niveau des diplômes est élevé, plus l'engagement suit – que ce soit par discernement, en raison des ressources disponibles, pour une question de principe, ou des considérations de profit. Mais, c'est l'intérêt politique qui favorise le plus la participation sociale et politique et, même un faible niveau d'éducation, si cet intérêt est là, peut être associé à une activité socio-politique¹³.

Aspects de la participation en Allemagne et en France dans le contexte européen

Cette dernière partie sera consacrée à un survol du contexte européen, la comparaison entre l'Allemagne (en distinguant au besoin entre les anciens et les nouveaux *Länder*) et la France présentant ici un intérêt particulier. Assez souvent, les comparaisons entre pays européens font ressortir de fortes variations, dont l'explication n'est toutefois pas simple. Par exemple, contrairement aux différences d'opinions politiques ou de participation politique au sein d'un même pays, il faut tenir compte d'une série de facteurs supplémentaires qui supposent une connaissance plus nuancée des pays européens considérés. Concernant les influences sur les opinions ou les activités politiques spécifiques d'un pays, on peut distinguer un secteur institutionnel (comme le mode de scrutin ou des institutions politiques conformes à la Constitution), un secteur d'événements concrets et de développements historiques, le secteur des structures sociales et celui de la culture politique (Westle, 1994 ; Braun, Mohler, 2003). Nous proposerons une brève description de ces différences. Celle-ci s'appuie en particulier sur l'exposé d'Oscar W. Gabriel et Frank Brettschneider (1994) qui, d'ailleurs, n'utilisent que des données antérieures aux années 1990 et ne considèrent l'Allemagne qu'à l'intérieur des frontières des anciens *Länder*. Si l'on se penche sur les différences de culture politique – soit, globalement, les orientations vis-à-vis des opinions, des résultats des processus politiques et du système politique –, on pourrait distinguer dans le contexte européen trois groupes de pays qui se distinguent par une expression, plus ou moins forte, de la culture citoyenne démocratique (Gabriel,

¹³ Ces facteurs ont aussi été mis en évidence lors d'analyses de la population en âge de voter, en ce qui concerne l'adhésion à des organisations (Schöb, 1999 ; *Statistisches Bundesamt*, 2000). Les rapports établis par la *Jugendsurvey* ne sont certes pas très forts, et d'autres facteurs pourraient jouer un rôle important, comme par exemple l'appréciation du succès d'un engagement concret ou le rôle de l'insertion sociale offerte par ces activités – ce qui s'était révélé l'un des facteurs essentiels du volontariat, voir note 1.

1994). L'Allemagne se trouvait en compagnie du Danemark, des Pays-Bas et, à certains égards, de la France, dans un groupe où cette culture citoyenne était très développée. En revanche, la France, avec l'Italie, l'Espagne et la Belgique, se rangeait dans une autre catégorie où la relation de la population aux élites socio-politiques était plutôt marquée par la méfiance et où le soutien au régime politique était au plus moyennement développé. Retrouve-t-on une opposition semblable entre l'Allemagne et la France dans les caractéristiques de l'action politique ?

En ce qui concerne la participation électorale (jusqu'en 1990), on peut constater que la République fédérale d'Allemagne se place dans un groupe où elle est relativement élevée, alors qu'elle est plus faible en France (comme en Espagne et au Portugal). Par ailleurs, cette remarque reste valable alors que, dans presque tous les pays, on remarque, au cours des années 1980, une baisse de la participation électorale (voir, entre autres auteurs, Westle, 1994 ; Brettschneider, 1994). Par exemple, les chiffres plus récents du vote aux élections du Parlement européen en 1999 laissent certes encore apparaître de forts écarts entre les pays de l'UE, mais peu de différences notables entre l'Allemagne et la France (Schmitt, van der Eijk, 2003). À cet égard, notons que, dans le cas des élections européennes, certains aspects généraux de la participation se mêlent à des orientations spécifiques vis-à-vis de l'Europe. Les résultats concernant les autres activités politiques confirment la différenciation entre l'Allemagne et la France (cf. aussi Westle, 1994, avec des données de 1989). A été prise en considération la participation politique dans des domaines non conventionnels (Bettina Westle parle de participation composée et non composée, ce qui correspond à la distinction entre participation politique conventionnelle et non conventionnelle), ainsi que l'activité dans les groupes des nouveaux mouvements sociaux et les opinions suscitées par ces groupes – c'est-à-dire des dimensions comparables, telles qu'elles ont été présentées plus haut. Pour résumer, il en est ressorti qu'en France, la volonté de participer était plus faible et, qu'en particulier, le passage à l'acte était nettement moins important qu'en France ou dans certains autres pays d'Europe. De même, le souhait de collaborer à des groupes des nouveaux mouvements sociaux n'affiche qu'un faible potentiel. En revanche, on pouvait caractériser la France par une forte volonté de participation et un niveau relativement élevé de passage à l'acte dans le cadre d'activités non conventionnelles, quoique les jeunes Français acceptent assez peu ces mouvements. On doit tout de même signaler une volonté de participation plus importante de ces derniers à des associations de défense des Droits de l'Homme (Muxel, 2001 : 135).

Dans son analyse étendue, comparant la contestation politique en Allemagne et en France, Joachim Schild (2000) note, lui aussi, les mêmes différences marquantes. Sa thèse vise les facteurs déterminants, notamment des valeurs et des lignes de conflit socio-politiques, de la contestation ou de la tendance à la contestation. Il s'appuie sur des données internationales et nationales qui vont jusqu'en 1996 ; toutefois, il s'agit exclusivement d'enquêtes représentatives de l'ensemble de la population et non d'études spécifiques de la jeunesse. De la comparaison entre l'Allemagne et la France (les nouveaux *Länder* n'étant pas pris en considération), il conclut que les

formes novatrices de participation politique, ainsi que les thèmes des nouveaux mouvements sociaux et le soutien dont ils bénéficient, ont une présence plus affirmée en République fédérale, mais qu'en France, les vieux sujets politiques continuent à présenter davantage d'importance. Pourtant, les tendances à la contestation y sont plus fréquentes, en particulier quand la protestation aboutit à des affrontements, ce qui est considéré comme une forme d'action illégale, mais sans violence, dont la tradition est plus forte dans l'histoire politique française. En revanche, en France, ces formes n'ont gagné de l'importance que dans la foulée de la « révolution par la participation » (Kaase, 1979) depuis les années 1960 et 1970. En tout cas, on continue à noter la différence entre les profils de la contestation politique des deux pays. Sans expliquer davantage ces différences, nous pouvons retenir qu'elles sont parfois importantes entre l'Allemagne (anciens *Länder*) et la France – les écarts étant assez élevés à l'intérieur des pays de l'Union européenne.

Nous allons, à présent, étudier quelques aspects des différences concernant spécialement les jeunes groupes d'âge, en nous appuyant sur les données de l'Eurobaromètre 55.1 « Young Europeans » de 2001. Cette étude, menée au printemps 2001 dans les quinze États membres de l'Union européenne, portait sur presque 10 000 jeunes et jeunes adultes¹⁴. Le domaine de la participation politique, tel qu'il a été explicité dans le corps de cet article, y figure en partie. C'est pourquoi nous allons aborder ici les thèmes « Adhésion à des organisations », « Structures pour mieux participer à la vie publique » et « Mesures d'amélioration de la participation ».

Adhésion à des organisations

Les enquêtes conduites dans plusieurs pays permettent de déterminer, avec une relative facilité, l'appartenance à des associations ou à des groupes volontaires, indicatrice d'intégration sociale. Il est ensuite possible de cerner les différences s'y rapportant entre les pays ou les groupes de pays. Par exemple, Jan W. Van Deth et Frauke Kreuter se réfèrent aux pays d'Europe dans le cadre de la *World Values Surveys* et considèrent le pourcentage de tous les sondés (à partir de 18 ans) membres d'au moins une organisation dans leur pays. Une liste de seize organisations, plus ou moins structurées, a été présentée. On remarque pour l'année 1990 de fortes différences nationales : selon cette étude, les plus forts niveaux d'organisation se trouvent dans les pays nordiques (Suède, Danemark et Norvège) et aux Pays-Bas (plus de 80 %). Des pays tels que l'Irlande, la Grande Bretagne, la Belgique, l'Autriche et l'Allemagne (anciens *Länder*) forment un groupe intermédiaire avec environ 50 à 60 %. Enfin, un groupe qui affiche des valeurs inférieures s'en démarque : il compte surtout des nations du Sud de l'Europe comme l'Italie, l'Espagne (seulement 23 %), le Portugal et aussi la France (38 %) (van Deth, Kreuter, 1998 : 137 et sq.).

¹⁴ Voir : <http://europa.eu.int/comm/education/youth/studies/eurobarometer>

Ces différences peuvent être décrites, en partie du fait de caractéristiques conjoncturelles, comme certaines traditions culturelles nationales ou politiques des pays considérés : c'est ainsi que procède le *Datenreport* (2002) pour une comparaison similaire qui, du reste, ne porte que sur un faible nombre de pays d'Europe pour 1999 et 2000 (*Statistisches Bundesamt*, 2002 : 628 et sq.). Par ailleurs, Jan W. van Deth et Frauke Kreuter soulignent le problème que pose l'addition des indicateurs d'adhésion et tentent d'en définir la structure. Ils découvrent que celle-ci n'est pas la même dans tous les pays. Ils en concluent que la comparaison internationale de la participation à des associations volontaires requiert des conceptualisations théoriques et empiriques complexes, le simple fait d'additionner se révélant insuffisant (van Deth, Kreuter, 1998). La prise en compte de ce dernier aspect nécessiterait un ample développement.

Lors de l'enquête Eurobaromètre « Young Europeans » de 2001, la question sur l'adhésion à des associations volontaires a été formulée de la façon suivante : « Pouvez-vous me dire à quelles associations vous appartenez ou à quelles activités associatives vous participez ? ». Les enquêteurs ont cité une série d'organisations traditionnelles, mais aussi certains thèmes des nouveaux mouvements sociaux : sport, religion, jeunesse, loisirs, culture, environnement, syndicats et partis politiques, droits de l'homme et autres. Le tableau 5 indique la proportion par pays des 15 à 24 ans membres d'au moins une organisation de ce genre. Ici aussi, le classement révèle certains regroupements de pays. L'Est de l'Allemagne et la France se situent dans un niveau d'organisation inférieur à la moyenne de l'UE, ce qui peut se déduire des indications relatives à la question – les valeurs les plus faibles concernant les pays du Sud, même chez les jeunes. L'Ouest de l'Allemagne s'en écarte par son niveau d'organisation plus élevé que dépassent d'ailleurs les pays nordiques et les Pays-Bas. La différence entre les deux moitiés de l'Allemagne fait ressortir l'opposition entre la tradition ouest-allemande de l'organisation volontaire dans des associations et des groupes subventionnés par l'État et les nouveaux *Länder* qui, après la chute du Mur de Berlin, ont perdu leur intégration sociale, organisée de façon autoritaire, et ont adopté les structures ouest-allemandes avec bien des hésitations. En France, le monde associatif, qui est par tradition moins fortement établi et moins stable, se caractérise par une relation tendue avec un État qui ne lui accorde qu'un soutien institutionnalisé limité (Mény, 1999).

Tableau 5 : Part des 15 à 24 ans qui sont membres d'au moins une association ou y collaborent, dans les pays de l'Union européenne (en %).

<i>Pays-Bas</i>	79	<i>Irlande</i>	57
<i>Suède</i>	75	<i>Allemagne-Est</i>	48
<i>Danemark</i>	74	<i>Royaume-Uni</i>	47
<i>Luxembourg</i>	72	<i>France</i>	46
<i>Allemagne-Ouest</i>	62	<i>Italie</i>	44
<i>Finlande</i>	62	<i>Grèce</i>	37
<i>Autriche</i>	59	<i>Espagne</i>	35
<i>Belgique</i>	58	<i>Portugal</i>	30

Source : Eurobaromètre 55.1, *Les Jeunes Européens en 2001*

Si l'on considère maintenant la nature des associations qui faisaient l'objet de l'enquête, le sport remporte le plus fort taux d'adhésion (30 % environ dans toute l'UE) ; mais, même là, les différences mentionnées entre la France, l'Ouest de l'Allemagne et l'Est de l'Allemagne restent nettes. À un niveau déjà beaucoup plus faible (7 à 8 %), viennent ensuite les associations religieuses, de jeunesse et de loisirs. On peut aussi remarquer qu'en France la vie associative se construit en lien, et parfois en tension, avec une conception de l'État laïque, celui-ci soutenant à des degrés divers ce type d'organisation (Mény, 1999). Des études longitudinales de la participation des jeunes à la vie associative culturelle, sportive ou politique montrent une certaine stabilité depuis les années 70, inférieure toutefois à celle observée en Allemagne (Roudet, Tchernia, 2001 : 153). Les conséquences sur la participation et l'engagement citoyen des jeunes Français, à la suite de ce que François Dubet (2003 : 110) analyse comme le déclin des institutions, sont encore peu prévisibles.

Structures pour mieux participer à la vie publique

Comme nous l'avons montré, la participation peut s'exprimer sous forme d'adhésion à des organisations, associations et groupes traditionnels, à des groupements informels ou bien par des actions ponctuelles et à court terme. L'éventail des possibilités de participation est naturellement bien plus étendu, allant des médias, des institutions d'État et du système d'éducation jusqu'aux réseaux de relations privées (famille et amis). Si, jusque-là, nous avons analysé les aspects de la participation effective, nous nous pencherons par la suite sur la question suivante : dans la perspective des jeunes, quelle priorité détiennent certains canaux et structures intermédiaires pour participer à la vie sociale ? Sur ce point, l'Eurobaromètre a posé la question suivante : « Parmi la liste suivante de canaux et de structures qui facilitent la participation des jeunes à la société, quelle est la plus importante ? » Il ressort du tableau 6 que le système d'éducation occupe la première place, selon 26 % des jeunes Européens. En deuxième place, avec 20 % de priorités, viennent la famille et les amis, ainsi que les groupes et les organisations

de jeunesse. La télévision, même si elle n'obtient que 12 %, est quatrième. La cinquième place revient, avec 8 %, à l'État, aux autorités nationales ou locales et la sixième (4 %) aux partis politiques. Ensuite, les jeunes citent l'internet, la presse et la radio.

Tableau 6 : Canaux ou structures facilitant la participation des jeunes à la société
(cités comme les plus importants en % UE).

<i>Le système d'éducation</i>	26	<i>Les partis politiques</i>	4
<i>La famille et les amis</i>	20	<i>Les forums Internet</i>	
<i>Les organisations pour la jeunesse</i>	20	<i>(i.e. les communautés virtuelles)</i>	3
<i>La télévision</i>	12	<i>Les journaux et les magazines</i>	1
<i>L'État, les autorités nationales ou locales</i>	8	<i>La radio</i>	1
		<i>ne sais pas</i>	5

Source : Eurobaromètre 55.1, *Les Jeunes Européens en 2001*

Dans l'ensemble, cette hiérarchie se maintient, même si l'on observe les quinze pays de l'UE sous un autre aspect : dans douze d'entre eux, les jeunes estiment que le système d'éducation est la structure ou le canal le plus important pour participer à la société. Cette remarque s'applique aussi bien à l'Ouest et à l'Est de l'Allemagne qu'à la France (23 %, 24 %, 22 %). En ce qui concerne les groupes de jeunesse, l'Ouest et l'Est de l'Allemagne ainsi que la France sont assez proches, mais légèrement au-dessus de la moyenne des Quinze. Donc, si l'on constate, dans ces domaines, assez peu de différences au niveau national, il en est d'autres qui suscitent, chez les jeunes, des opinions divergentes selon l'endroit où ils sont nés. Ainsi, les jeunes Allemands de l'Ouest accordent-ils bien plus d'importance aux réseaux privés (29 %) que ceux de l'Est (18 %) ou les jeunes Français (21 %). En ce qui concerne l'État, les autorités nationales ou locales, l'Allemagne de l'Est, avec 19 %, se situe nettement au-dessus de l'Allemagne de l'Ouest (11 %), de la France (seulement 5 %) et de la moyenne européenne de 8 %. Cette très forte espérance placée dans les institutions étatiques correspond aux résultats de la *Jugendsurvey* du DJI, selon lesquels l'Est réclame davantage de solutions d'État ou publiques à ses problèmes, dans les secteurs les plus divers (même si, parallèlement, la confiance dans la politique est relativement plus faible). Dans le cas de la télévision, il existe une nette différence entre l'Allemagne (Ouest, 6 % ; Est, 7 %) et la France (16 %). Cette tendance des Français à se méfier relativement plus de l'État, des autorités nationales ou locales, tout en accordant plus d'importance aux instances de la citoyenneté et aux médias de masse libéraux, est confirmée par leur valorisation de l'Internet, de la presse et de la radio, supérieure à celle des Allemands et à la moyenne européenne.

Mesures d'amélioration de la participation

Pour mieux connaître les souhaits des jeunes en ce qui concerne l'amélioration de leurs possibilités de participation, il convient d'éclaircir, à l'aide des données disponibles, les règles juridiques, les procédures institutionnalisées, ainsi que les mesures et les programmes spécifiques qui, de leur point de vue, doivent être aménagés ou créés. La question posée par l'Eurobaromètre était la suivante : « Parmi les mesures suivantes, lesquelles devraient être prises pour faciliter la participation des jeunes à la société ? ».

Tableau 7 : Mesures pour faciliter la participation des jeunes à la société
(en % UE, plusieurs réponses possibles).

<i>Consulter les jeunes avant décisions</i>	46
<i>Campagnes d'infos spécifiques pour les jeunes</i>	45
<i>Introduire un programme d'éducation à la citoyenneté</i>	37
<i>Créer des associations de jeunes dans tous les pays de l'UE</i>	28
<i>Encourager le volontariat</i>	19
<i>Abaissier l'âge de voter</i>	13
<i>Aucune de celle-ci</i>	2
<i>autres</i>	1
<i>ne sais pas</i>	6

Source : Eurobaromètre 55.1, *Les Jeunes Européens en 2001*

Pour plus de quatre jeunes Européens sur dix, les deux mesures les plus importantes pour faciliter leur participation politique sont les suivantes : les consulter avant que toute décision publique les concernant directement ne soit prise (46 %) et mener des campagnes d'information spécifiques pour eux (45 %). Dans l'ensemble, les jeunes Allemands et les jeunes Français sont d'accord pour souhaiter une amélioration de l'information. Cependant, les jeunes Allemands de l'Est (63 %) souhaitent bien plus être consultés avant toute décision que les jeunes Allemands de l'Ouest (52 %) et les Français (45 %). Ce résultat confirme les différences de tendance dans le choix des règles de participation formalisées, tel qu'on l'a vu plus haut lors de l'estimation par pays de la signification de l'État et des autorités nationales ou locales. Allant dans un sens contraire, la jeunesse française souhaite, davantage que dans les deux Allemagne, l'introduction dans les écoles d'une éducation à la citoyenneté (41 % ; 34 % ; 23 %) ou le soutien des associations de jeunesse (39 % ; 21 % ; 26 %). En troisième position (avec 37 %) vient l'introduction dans les écoles d'un programme obligatoire d'éducation à la citoyenneté. On retrouve ici l'importance que les jeunes attachent à l'école comme structure, ou canal, facilitant leur participation à la société. La création d'un programme pour encourager le volontariat est citée par près d'un jeune sur cinq (19 %). Ces mesures sont davantage réclamées en Allemagne de l'Ouest (27 %) qu'en Allemagne de l'Est (23 %) ou en France (17 %). Il existe un rapport plausible entre ce résultat et les

différences constatées plus haut pour l'adhésion à des associations et à des fédérations. Celles-ci vivant du volontariat, offrent des structures et des contenus qui permettent de le concrétiser avec efficacité. C'est un autre plan que l'on aborde avec l'abaissement de l'âge du droit de vote. L'opinion des jeunes – qui fournissent les mêmes réponses en France, en Allemagne ou dans toute l'Europe – ne reflète pas l'importance du débat public sur ce sujet : seulement 13 % demandent l'abaissement de l'âge du droit de vote et 9 % celui de l'éligibilité.

Conclusion

Les observations qui précèdent ont parfois fait apparaître des différences nettes entre la France et l'Allemagne. Les écarts entre les nouveaux et les anciens *Länder* revêtent ici une importance particulière, puisqu'ils se rangent souvent dans des catégories tout à fait différentes dans le contexte des variations européennes. Toutefois, dans l'ensemble, ces différences n'ont pas produit une séquence uniforme et claire de résultats ou d'oppositions très contrastées. Pour cette raison, les explications ne peuvent représenter, dans un premier temps, que des suppositions plausibles. Comme nous l'avons déjà indiqué, une étude plus approfondie implique de prendre en considération différents facteurs issus, par exemple, des institutions d'un pays, des événements historiques, de la structure sociale et de la culture politique (pour un modèle différencié, voir notamment : Gerhards, Hölscher, 2003). Si l'on souhaite étudier ces questions de façon empirique, il faut intégrer dans les études les caractéristiques et les indicateurs explicatifs correspondants. Jusque-là, les Eurobaromètres ont constitué des sources d'informations assez limitées dans ce domaine. Il reste d'actualité que la recherche devrait davantage nuancer les aspects de la participation, mais aussi en citer les raisons. Aujourd'hui, c'est ce que l'on peut attendre de deux projets de recherche empirique portant sur toute l'Europe. Il s'agit, d'une part, du *European Social Survey - Project*, qui s'appuie sur des sondages effectués auprès de la population de plus d'une vingtaine de pays européens (pour l'enquête 2002, voir <http://www.europeansocialsurvey.org/>). L'autre projet, davantage orienté sur la participation des jeunes, le « EUYOUPART Political Participation of Young People in Europe. Development of Indicators for Comparative Research in the European Union », prévoit une étude empirique chez les jeunes de 15 à 24 ans dans huit pays de l'Union européenne et les candidats à l'entrée dans l'UE (pour l'enquête 2004, voir <http://www.sora.at/wahlen/EUYOUPART>).

Références

- Braun S., 2001a, « Bürgerschaftliches Engagement. Konjunktur und Ambivalenz einer gesellschaftlichen Debatte », *Leviathan*, 1, pp. 83-109.
- 2001b, « Bürgerschaftliches Engagement im politischen Diskurs », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 25-26/2001, pp. 3-5.
- Braun J., Klages H., 2000, *Freiwilliges Engagement in Deutschland - Freiwilligensurvey 1999*, tome 2, *Zugangswege zum freiwilligen Engagement und Engagementpotential*, Stuttgart, Kohlhammer.
- Braun M., Mohler P. Ph., 2003, *Background Variables*, pp. 101-115, in : Harkness J. A., Van de Vijver F. J. R., Mohler P. Ph., eds, *Cross-Cultural Survey Methods*, New Jersey, John Wiley & Sons.
- Brettschneider F. et al., 1994, « Materialien zu Gesellschaft, Wirtschaft und Politik in den Mitgliedsstaaten der Europäischen Gemeinschaft », pp. 445-626, in : Gabriel O. W., Brettschneider F., eds, *Die EU-Staaten im Vergleich. Strukturen, Prozesse, Politikinhalt*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- Dubet Fr., 2003, « Die Schwäche der Institutionen: eine Folge der Globalisierung oder der Moderne ? », pp. 101-123, in : Albertin L. et al., *Frankreich-Jahrbuch 2002*, Opladen, Leske + Budrich.
- Erlinghagen M., 2000, « Arbeitslosigkeit und ehrenamtliche Tätigkeit im Zeitverlauf », *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie*, Jg. 52, pp. 291-310.
- Gabriel O.W., 1994, « Politische Einstellungen und politische Kultur », pp. 96-133, in : Gabriel O. W., Brettschneider F., eds, *Die EU-Staaten im Vergleich. Strukturen, Prozesse, Politikinhalt*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- Gabriel O.W., Brettschneider F., eds, 1994, *Die EU-Staaten im Vergleich. Strukturen, Prozesse, Politikinhalt*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- Gaiser W., de Rijke J., 2000, « Partizipation und politisches Engagement », in : Gille M., Krüger W., eds, *Unzufriedene Demokraten. Politische Orientierungen der 16 bis 29 jährigen im vereinigten Deutschland*, Opladen, Leske + Budrich.
- 2001, « Gesellschaftliche Beteiligung der Jugend. Handlungsfelder, Entwicklungstendenzen, Hintergründe », *Das Parlament : Aus Politik und Zeitgeschichte*, B 44, pp. 8-16.
- Gaiser W., Gille M., Krüger W., de Rijke J., 2001, « Désintérêt pour la politique en Allemagne de l'Est et de l'Ouest ? Prises de position des jeunes et des jeunes adultes allemands », *AGORA Débats jeunesse*, 23, pp. 97-113.
- Gerdards J., Hölscher M., 2003, « Kulturelle Unterschiede zwischen Mitglieds- und Beitrittsländern der EU. Das Beispiel Familien- und Gleichberechtigungsvorstellungen », *Zeitschrift für Soziologie*, Jg. 32, H. 3, pp. 206-225.
- Gille M., 2000, « Werte, Rollenbilder und soziale Orientierungen », pp. 143-203, in : Gille M., Krüger W., eds, *Unzufriedene Demokraten. Politische Orientierungen der 16 bis 29 jährigen im vereinigten Deutschland*, Opladen, Leske + Budrich.
- Gille M., Krüger W., eds, 2000, *Unzufriedene Demokraten. Politische Orientierungen der 16 bis 29 jährigen im vereinigten Deutschland*, Opladen, Leske + Budrich.

- Hoffmann-Lange U., ed., 1995, *Jugend und Demokratie in Deutschland*, DJI-Jugendsurvey I, Opladen, Leske + Budrich.
- Inglehart R., 1998, *Modernisierung und Postmodernisierung*, Frankfurt am Main/New York, Campus.
- Kaase M., Marsh A., 1979, « *Political Action. A Theoretical Perspective* », pp. 27-56, in : Barnes S.H., Kaase M. et al., eds., *Political Action. Mass Participation in Five Western Democracies*. Beverly Hills, Sage Publications.
- Mény Y., 1999, « Interessengruppen in Frankreich : von Pluralismus keine Spur », pp. 348-362, in : Christadler M., Uterwedde H., eds, *Länderbericht Frankreich*, Opladen, Leske + Budrich.
- Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Niedermayer O., 2000, « Parteimitgliedschaften: Zustand und Perspektive », *Gewerk. Monatshefte* 2.
- 2001, « Entwicklung und Sozialstruktur der Parteimitgliedschaften im ersten Jahrzehnt nach der Vereinigung », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, 2, pp. 434-439.
- Picot S., 2000, *Freiwilliges Engagement in Deutschland - Freiwilligensurvey 1999*, tome 3, *Frauen und Männer, Jugend, Senioren, Sport*, Stuttgart, Kohlhammer.
- Putnam R. D., 2000, *Bowling Alone, The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster.
- Roth R., 1999, « Neue soziale Bewegungen und liberale Demokratie », pp. 47-63, in : Klein A., Legrand H.J., Leif T., eds, *Neue soziale Bewegungen. Impulse, Bilanzen und Perspektiven*, Opladen, Wiesbaden.
- Rosenblatt B. von, 2000, *Freiwilliges Engagement in Deutschland-Freiwilligensurvey 1999*, tome I, *Gesamtbericht*, Stuttgart, Kohlhammer.
- Roudet B., Tchernia J.-Fr., 2001, « Une présence active dans un milieu associatif en évolution », pp. 149-175, in : Galland O., Roudet B., *Les valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*. Paris, Éd. L'Harmattan.
- Schild J., 2000, *Politische Konfliktlinien, individualistische Werte und politischer Protest. Ein deutsch-französischer Vergleich*, Opladen, Leske + Budrich.
- Schmitt H., van der Eijk C., 2003, « Die politische Bedeutung niedriger Beteiligungsraten bei Europawahlen. Eine empirische Studie über die Motive der Nichtwahl », pp. 279-302, in : Brettschneider F., van Deth J., Roller E., eds, *Europäische Integration in der öffentlichen Meinung*, Opladen, Leske + Budrich.
- Schneider H., 1995, « Politische Partizipation – zwischen Krise und Wandel », pp. 275-335, in : Hoffmann-Lange U., ed., 1995, *Jugend und Demokratie in Deutschland*, DJI-Jugendsurvey I, Opladen, Leske + Budrich.
- Schöb A., 1999, « Verminderung gesellschaftlichen Zusammenhalts oder stabile Integration ? », *ISI*, 22 juil. 99, pp. 8-11.
- Statistisches Bundesamt, 2000, *Datenreport 1999*, Bonn.
- Van Deth J.W., Kreuter F., 1998, « Membership of Voluntary Associations », pp. 135-155, in : Van Deth J.W., ed., *Comparative Politics. The Problem of Equivalence*, Londres, New York, Routledge.

- Weßels B., 2001, « Vermittlungsinstitution und Interessenvertretung : Zur Performanz von Mitgliederorganisationen in Deutschland », pp. 221-246, in : Koch A., Wasmer M., Schmidt P., eds, *Politische Partizipation in der Bundesrepublik Deutschland*, Opladen, Leske + Budrich.
- Westle B., 1994, « Politische Partizipation », pp. 137-173, in : Gabriel O.W., Brettschneider F., eds, *Die EU-Staaten im Vergleich. Strukturen, Prozesse, Politikinhalt*, Opladen, Westdeutscher Verlag.
- Wiesendahl E., 2001, « Keine Lust mehr auf Parteien. Zur Abwendung Jugendlicher von den Parteien », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, 10, pp. 7-19.
- Zukunft des Bürgerschaftlichen Engagements, Deutscher Bundestag, 2002, *Bürgerschaftliches Engagement : auf dem Weg in eine zukunftsfähige Bürgergesellschaft*, Opladen, Leske + Budrich.